



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Crise économique**

**L'UE connaît une croissance avant une probable entrée en récession**

Plusieurs pays européens, Allemagne en tête, ont publié un PIB en hausse, porté par la consommation privée et le ... • (Page 08)

**Banque**

**Credit Suisse, pilier de la finance, face à son avenir**

La deuxième banque helvétique est dans la tourmente ... • (Page 10)



**Economie maritime**

**Plus de 250 navires battent pavillon togolais**



**Infractions boursières dans l'UMOA**

**Le corps judiciaire togolais imprégné**

• (Page 03)

• (Page 04)

**8ème Salon du textile africain**

**Une formation en e-commerce annonce le SITA**

Une formation en e-commerce se tient à Lomé du 31 octobre au 04 novembre ... • (Page 02)

**SIALO 2022**

**Des entrepreneurs sensibilisés sur les opportunités de la ZLECAF**

Les entrepreneurs agroalimentaires sensibilisés sur les opportunités offertes par la zone de libre-échanges ... • (Page 05)

**Nigeria**

**Aliko Dangote ne domine plus la Bourse de Lagos**

Aliko Dangote, le milliardaire nigérian, continue d'influencer le marché financier de son pays. Mais le statut de leader ... • (Page 12)

**Promotion des investissements**

**Le salon FERIN**

**Village bat son plein à Lomé**

La 4e édition du Salon de Facilitation, des Echanges et de Revalorisation des ... • (Page 11)

**Cours des devises offert par**



Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	656,000	4,455	756,000	660,000	481,250	90,250	178,000
Vente	655,957	663,000	4,515	763,000	666,000	488,250	92,000	181,000

## 8ème Salon du textile africain

## Une formation en e-commerce annonce le SITA

Une formation en e-commerce se tient à Lomé du 31 octobre au 04 novembre 2022 au profit de femmes et jeunes togolais autour du thème : « Maîtriser les technologies innovantes du e-commerce pour accroître ses performances commerciales ».

• Nicole ESSO

La formation a lieu en prélude au Salon international du textile africain (SITA) qui se déroulera du 04 au 06 novembre prochain dans la capitale togolaise. Elle va permettre de développer les aptitudes entrepreneuriales des jeunes et des femmes afin qu'ils s'adaptent aux nouveaux modes du commerce. La finalité est d'améliorer l'accès aux marchés et la création de nouveaux emplois pour favoriser leur insertion professionnelle. Plusieurs modules vont meubler ce rendez-vous. Il s'agit, entre autres, de : « e-commerce ; les plateformes d'e-commerce ; comment se lancer dans l'e-commerce ; le e-commerce et les opportunités d'affaires, le e-commerce et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ». La centaine d'acteurs de la filière du textile, notamment des couturiers, mannequins, stylistes, consultants et industriels vont acquérir de nouveaux outils pour mieux écouler leurs produits à l'extérieur du pays en étant sur place. Ils seront renseignés sur les techniques de création de boutique électronique et celles de paiements à distance. Conviant les



entrepreneurs à saisir cette occasion pour découvrir les atouts du commerce électronique pour ouvrir leurs activités au monde entier, Kodjo ADEDZE, Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale a indiqué que « L'implantation progressive du commerce électronique dans nos pays crée de nouvelles opportunités à travers les services connexes que sont le développement du transport et de la logistique, l'apparition de nouveaux métiers tels que celui de livreur.

Au-delà de la limitation des contacts entre vendeurs et acheteurs, le commerce en ligne regorge d'énormes avantages aussi bien pour les entreprises que pour les individus qui sont généralement des consommateurs ou acheteurs. » Pour le Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, le commerce en ligne constitue l'un des terrains fertiles de la digitalisation, une des priorités du Gouvernement, conformément à l'ambition de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, de faire du Togo un pays en paix, une nation

moderne avec une croissance économique durable et inclusive. « Cette noble ambition est déclinée dans la Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025 à travers 42 projets et réformes dont la création de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) qui abrite en son sein des unités textiles destinées à transformer sur place le coton togolais pour lui donner une plus-value et créer des emplois pour la jeunesse. » a indiqué Kodjo ADEDZE. En émettant le vœu que les acteurs du textile puissent jouir des fruits de leur travail, le Commissaire général du Salon international du textile africain (SITA), Monsieur Abdoulaye MOSSE, a affirmé que « La formation est le moyen le plus efficace qui permet d'éduquer et d'apporter une nette amélioration en matière de production et de qualité dans une société ». Notons que le Ministre de la culture et du tourisme, Monsieur Kossi Gbényo LAMADOKOU et le Ministre délégué chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat, Monsieur Kokou Eké HODIN ont pris part à la cérémonie d'ouverture.



## Image du jour

• RGPH5, descente sur le terrain ce mercredi de la RR De l'UNFPA au Togo, Josiane Yaguibou et du DG de PINSEED pour s'assurer du bon déroulement de cette vaste opération et galvaniser les équipes qui s'activent pour la réussite de l'opération. 2ème étape : Kpalimé



## AUX DECIDEURS...

## Conseil d'administration et crise économique

Différentes stratégies permettent aux entreprises de renforcer leur conseil d'administration pour traverser une période économique difficile.

Les entreprises doivent évaluer si elles ont besoin de renouveler leur conseil d'administration et leur direction. Faire venir de nouveaux administrateurs indépendants non exécutifs avec de nouvelles perspectives et une nouvelle expertise peut renforcer le conseil et éviter la complaisance.

Les administrateurs non exécutifs ne sont pas impliqués dans la gestion quotidienne des affaires de la société et ne sont pas des salariés à temps plein. Ils sont indépendants s'il n'y a pas d'intérêt ou de relation susceptible d'influencer ou de biaiser indûment leurs décisions.

Le rapport sud-africain King IV sur la gouvernance d'entreprise recommande que la majorité des membres du conseil d'administration soient des administrateurs non exécutifs et que la plupart d'entre eux soient indépendants. Cela favorise l'objectivité et réduit la possibilité de conflits d'intérêts.

Les experts en gouvernance d'entreprise soutiennent que les administrateurs non exécutifs de longue date sont tellement mêlés à l'entreprise qu'ils manquent d'indépendance, ce qui conduit finalement à des performances insatisfaisantes de l'entreprise. Les actionnaires militants d'Afrique du Sud ont montré leur désapprobation des longs mandats d'administrateurs.

Les administrateurs ont l'obligation légale d'agir de bonne foi et dans le meilleur intérêt de la société. Les conseils doivent donc avoir un équilibre entre administrateurs ayant une expérience et une connaissance de l'entreprise et administrateurs ayant des compétences spécialisées. Les entreprises peuvent même nommer des experts dans les comités de leur conseil d'administration pour les conseiller. La Loi sur les sociétés le permet tant qu'ils ne sont pas disqualifiés pour être administrateurs et ne votent pas.

Les conseils d'administration doivent évaluer leurs forces et leurs faiblesses s'ils veulent gouverner efficacement l'entreprise. Au moins une fois par an, les sociétés doivent évaluer la performance du conseil dans son ensemble, de ses comités, de chaque administrateur et du président du conseil.

Les entreprises doivent réfléchir au résultat des évaluations et l'utiliser pour renforcer le conseil d'administration. Par exemple, si certains administrateurs manquent d'expérience en gouvernance, ils devraient bénéficier d'un mentorat ou être encouragés à suivre une formation. Pour maintenir un conseil d'administration solide, tous les administrateurs doivent se tenir au courant des nouvelles lois. Ils doivent également s'engager à poursuivre leur apprentissage et leur développement.

Le conseil doit prendre des risques calculés. Elle doit équilibrer les risques avec les opportunités potentielles, d'une manière responsable et non imprudente.

En période de ralentissement économique, le conseil devrait revoir son appétit pour le risque. Si l'appétit pour le risque est trop conservateur, il peut limiter les options de l'entreprise dans une économie réprimée. Les entreprises doivent donc envisager d'accepter un niveau de risque qu'elles auraient pu considérer comme trop élevé lorsque l'économie fonctionnait mieux.

De nombreuses entreprises délèguent la gouvernance des risques au comité d'audit. En raison de la complexité des risques, le rapport King IV recommande d'avoir un comité des risques dédié. Dans le contexte de ralentissement économique actuel, cela est devenu plus important que jamais.

Les conseils doivent évaluer si leurs politiques et processus internes sont efficaces. Sinon, ils doivent les améliorer pour que le conseil puisse fonctionner de manière optimale. Les administrateurs doivent avoir accès à des informations complètes et exactes nécessaires pour prendre des décisions efficaces. Le président du conseil doit s'assurer que l'ordre du jour du conseil est complet et bien organisé afin que les réunions du conseil soient productives et efficaces.

Les administrateurs devraient se réunir plus souvent en période difficile. Cela leur permettra de s'engager dans des délibérations plus réfléchies, d'explorer différentes options et de peser des considérations concurrentes.

Une entreprise avec un conseil d'administration faible est une entreprise faible. Un conseil d'administration solide est un élément clé du succès d'une entreprise en période économique difficile. Les entreprises doivent prendre de toute urgence des mesures pour renforcer leurs conseils d'administration si elles veulent survivre en ces temps incertains.

Elom Nomenyo

## Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

## Economie maritime

## Plus de 250 navires battent pavillon togolais

Le pavillon togolais compte plus de 250 navires d'une capacité de 1 375 305 de tonnage, apprend-on auprès de sources portuaires à Lomé.

• Joel YANCLO

Le pavillon togolais se porte bien et, les autorités compétentes veillent à ce que les navires sous pavillon togolais ne se retrouvent pas dans des situations, à l'international, qui, entacheraient l'image du pays. Aussi, le Togo bénéficie de l'assistance de l'International Registration Bureau, qui se charge des procédures d'enregistrement des navires au registre international. Le registre national est géré par la Direction des Affaires Maritimes (DAM). A en croire des sources portuaires sur place à Lomé, les autorités togolaises ont pris des mesures pour lutter contre d'éventuelles pratiques illégitimes auxquelles pourraient se livrer les navires battant pavillon togolais. Les conditions d'octroi du pavillon togolais sont claires et contiennent notamment une déclaration sur honneur de

ne jamais se rendre dans les zones sous embargo ou de ne jamais traiter avec les navires sous sanctions onusiennes ou américaines. Il est à noter que certains navires battant le pavillon togolais, malgré les engagements pris par l'armateur à se conformer à la réglementation, se livrent à des actes illicites. Ces actes, qui portent atteinte à la crédibilité et la réputation du pavillon togolais, sont, la plupart du temps, causés par les navires détenteurs de faux documents non délivrés par l'administration maritime ou qui ont été radiés. La Direction des affaires maritimes du Togo continue d'améliorer la gestion de son pavillon, avec des mesures conséquentes visant à assainir le registre national et international et à améliorer le dispositif d'immatriculation des navires sous pavillon togolais. De même, le gouvernement togolais étudie également de nouvelles mesures



de certification des navires battant son pavillon. Faut-il le rappeler, les services techniques de la Direction des affaires maritimes assurent un contrôle strict, permanent et efficace des activités des navires battant pavillon togolais. Ainsi, les services

techniques n'hésiteront pas à radier du pavillon tout navire qui ne se conformerait pas aux lois du pays et aux textes internationaux, ainsi que les navires sous normes ou sous sanctions onusiennes.

## Du pavillon d'un

## navire

Tout navire possède un pavillon qui résulte de l'enregistrement de ce navire dans un État donné qui le contrôle et lui impose ses règles fiscales, sociales, environnementales et pénales. Le pavillon d'un navire est le signe

extérieur de la nationalité du navire selon la loi N °2016-028 du 11 octobre 2016 portant code de la marine marchande. Autrement dit, c'est l'appartenance d'un navire à un pays qui est matérialisée par le drapeau lorsqu'il est en navigation. La nationalité du navire représente la relation juridique permanente entre le navire et l'État dont il bat pavillon. La nationalité des navires joue un rôle très important dans l'application du principe de la liberté de la haute mer, notamment la liberté de navigation. Pour bénéficier de cette liberté, tout navire doit posséder une nationalité en vertu de laquelle il est directement soumis à l'ordre juridique de l'État dont il bat pavillon. L'État en question exerce un contrôle sur ses navires et devient ainsi responsable de leur bonne conduite en mer en assurant la discipline à bord et la sécurité de la navigation.



## Africa investment forum

## L'AIF 2022 cible au moins 100 milliards \$ d'investissements

En 2021, le variant Omicron de la pandémie de la Covid-19 avait poussé la BAD à reporter la tenue du Forum africain de l'investissement. Pour son retour en présentiel à Abidjan, l'événement réunit environ 1 500 participants sous le thème « Renforcer la résilience économique grâce à des investissements durables ».

La Banque africaine de développement (BAD) vient de lancer l'édition 2022 de son Africa Investment Forum (AIF) qui réunit des dirigeants, des experts et des entrepreneurs issus du monde entier. Cette nouvelle édition, la troisième depuis le lancement du Forum, se tient à Abidjan du 02 au 04 novembre 2022. Réunissant environ 1 500 participants, l'événement de

cette année est placé sous le thème « Renforcer la résilience économique grâce à des investissements durables ». A quelques jours de la COP27 qui se déroulera cette année à Charm el-Cheikh en Egypte, l'événement servira notamment à mobiliser des investissements dans les secteurs de l'énergie et du climat. Conformément aux objectifs de la BAD, l'AIF offre aux investisseurs privés

une plateforme fiable de transactions et d'investissements dans des projets bancables, ainsi qu'un cadre de discussion privilégié avec les pouvoirs publics, aux fins de mobiliser des capitaux en faveur de programmes structurants et favorisant le développement des pays africains. En dehors des secteurs de l'énergie et du climat, les domaines de la sécurité et l'autosuffisance alimentaires, des TIC/

télécommunications, du capital institutionnel, de la santé, ainsi que du commerce et de l'industrie, considérés comme vitaux pour les économies africaines, seront également ciblés par les investisseurs. « En plus des défis politico-sécuritaires qui menacent la paix et la stabilité du continent, cette édition de l'AIF se tient dans un contexte mondial particulièrement difficile, marqué par les conséquences

néfastes de la pandémie de la Covid-19 et de celles de la crise russo-ukrainienne. [...] Il est nécessaire de renforcer la résilience économique de nos pays, notamment contre les chocs extérieurs et d'assurer notre souveraineté économique et alimentaire », a indiqué Tiémoko Meyliet Koné, vice-président de la République de Côte d'Ivoire, lors de son discours de lancement. « Dans cette perspective, le secteur privé,

socle de la croissance en Afrique, a un rôle primordial à jouer », a-t-il ajouté. Pour rappel, les deux premières éditions ont permis de mobiliser des portefeuilles de transaction évalués respectivement à 46,9 milliards \$ et 67,7 milliards \$. D'après le vice-président Koné, l'édition 2022 espère dépasser la barre des 100 milliards \$ de transaction.

Avec Agence Ecofin

Prévisions du commerce extérieur					
	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques		Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022		
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %		FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %		FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %		FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %		FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %		FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %		FMI

Sénégals		Etats-Unis	
Sénégals	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**Infractions boursières dans l'UMOA**

**Le corps judiciaire togolais imprégné**

Magistrats, avocats et autres acteurs de la justice ont été outillés sur la Loi Uniforme relative aux infractions boursières dans l'Union Monétaire Ouest africaine (UMOA). La formation s'est déroulée ce 02 novembre à Lomé. Elle a été organisée par le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF).

La Loi Uniforme énumère une série de sanctions à l'encontre des actions et pratiques frauduleuses de nature à compromettre la transparence et la sécurité des transactions sur le marché et fixe les peines et amendes applicables aux auteurs et complices des infractions concernées. Sont visés entre autres les violations des obligations de déclaration des opérations en bourse, de publication des informations privilégiées ou encore les délits d'initié. Les sanctions partent d'amendes de 1 à 50 millions FCFA selon qu'il s'agit d'une personne physique ou morale et des peines d'emprisonnement de 1 à 5 ans. Et les amendes peuvent être portées jusqu'au décuple du montant de l'avantage tiré du délit.

L'objectif de l'adoption de cette Loi par le Conseil des ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) est de « doter l'espace communautaire d'un



cadre légal consensuel de répression des comportements délictueux sur le marché financier régional de l'UMOA à travers l'édition d'un ensemble de sanctions à la fois dissuasive et proportionnée à la gravité des infractions en vue de garantir aux investisseurs un marché transparent et intègre ».

Pour le directeur de cabinet, représentant le ministre de la justice et de la législation « avec l'adoption d'une législation pénale spécifique permettant de sanctionner les comportements boursiers délictueux, j'ai l'intime conviction

que notre marché financier intègre davantage les standards internationaux dans son fonctionnement. Ce faisant, attirera de plus en plus de capitaux tant nationaux qu'étrangers pour financer les projets de développement de nos pays... Je voudrais vous assurer de la disponibilité des services compétents de l'Etat du Togo, à vous accompagner dans cet exercice et à prendre les meilleurs délais, la transposition de la loi uniforme dans l'ordonnement juridique national et permettre son application effective ».

« La loi définit de façon précise, les incriminations et les peines applicables, et détermine clairement les interactions entre les juridictions répressives nationales, et le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers... la loi uniforme est l'aboutissement d'un chantier majeur pour le marché financier régional » a précisé M. Ripert BOSSOUKPE, secrétaire général de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMF-UMOA).

La sensibilisation sur la Loi Uniforme a démarré le mois passé dans l'espace UEMOA.

Elom Nomenyo



**SIALO 2022**

**Des entrepreneurs sensibilisés sur les opportunités de la ZLECAF**

Les entrepreneurs agroalimentaires sensibilisés sur les opportunités offertes par la zone de libre-échanges continentale africaine (ZLECAF) au SIALO

● Junior AREDOLA

Au Togo, les sensibilisations se poursuivent pour susciter davantage d'innovations de la part des entrepreneurs agricoles et agroalimentaires pour être compétitifs afin de pouvoir profiter au mieux des opportunités offertes par la zone de libre-échanges continentale africaine (ZLECAF) avec plus de 1,2 milliards de consommateurs. La dernière en date remonte à lundi le 31 octobre 2022 et est à mettre à l'actif des organisateurs du salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire de Lomé (SIALO) qui ont consacré un panel à la thématique l'entrepreneuriat agricole à l'agro-industrie ; conditionnement et emballage outils d'accès aux marchés régionaux et internationaux (ZLECAF). Lors des échanges, les panélistes ont d'abord sensibilisé le public sur les opportunités offertes par la ZLECAF. Ensuite, ils ont exhorté les entrepreneurs intervenant dans le domaine agricole et/ou agroalimentaire à tout mettre en œuvre pour se conformer aux normes en vigueur en matière de produits alimentaires. Pour les pané-



listes, s'il y a libre échange, cela veut dire que les produits fabriqués au Togo peuvent aller à l'extérieur et en retour, les produits des autres pays peuvent venir sur le territoire et concurrencer avec les produits du Togo. « Nos produits doivent être compétitifs et qui parle de la compétitivité parle de la qualité. Ceci nous interpelle à sortir justement de l'amateurisme et à faire de la qualité, » souligne Monsieur Kokou AZIATO, ingénieur agroalimentaire à l'institut togolais de recherche agronomique (ITRA). Pour Monsieur Achille NYANUTSE, consultant-expert en industrie alimentaire, il est impératif de recouper toutes les informations nécessaires avant de se lancer dans un

secteur aussi complexe comme celui de l'agroalimentaire. Cela permettra selon lui de profiter des facilités du gouvernement et de ses partenaires en la matière. Le panel a pris fin avec un appel lancé à l'endroit des consommateurs qui doivent apporter leur pierre à l'édifice pour contribuer à amener le secteur agroalimentaire du Togo au même niveau que les pays avancés. Ouvert le 25 octobre au centre des expositions et foires du Togo (CETEF-Togo), au tour du thème : «L'irrigation, facteur de production agricole », le salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire de Lomé (SIALO) prendra fin le mercredi 02 novembre 2022.

**Startup**

**Energy Generation décroche le Prix Ashden 2022 !**

La start-up togolaise, Energy Generation (EG), spécialisée dans les formations et dans les solutions énergétiques, décroche le prix Ashden 2022 pour ses travaux de formation. Elle est ex aequo dans cette catégorie, avec le Zimbabwéen Zonful Energy, comme l'indique par avance, le média spécialisé Farmers Review Africa.

Pour leur travail visant à améliorer l'accès à l'énergie et à développer les compétences, Energy Generation du Togo et Zonful Energy du Zimbabwe ont été déclarés co-lauréats dans leur catégorie », indique-t-on. Ceci intervient 4 mois après que l'incubateur basé à Lomé, a



été annoncé parmi les finalistes de cette compétition,

en juillet dernier. EG fait ainsi partie des 4 lauréats africains de ce prestigieux prix, doté d'une cagnotte de 10 000 \$, qui célèbre les initiatives de promotion des énergies renouvelables.

Avec Togo First

**Le Togo en chiffres**

**Principaux pays partenaires du Togo**

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

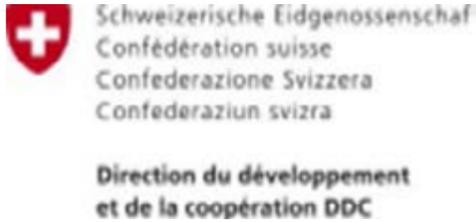
Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

**Profil commercial**

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

**N° : AMI 2022-001/ UGP-CCT/UEMOA/DDC**

### PROGRAMME DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE LOCALE/PROGRAMME REGIONAL D'APPUI A LA DECENTRALISATION FINANCIERE EN AFRIQUE DE L'OUEST

**Présélection des firmes/consultants pour l'élaboration d'une stratégie de communication assortie d'un plan d'action opérationnel pour la mise en œuvre du Programme de Coopération Transfrontalière Locale phase 2 (PCTL 2) et du Programme Régional d'Appui à la Décentralisation Financière en Afrique de l'Ouest (PRADEF).**

**Source de financement :** Commission de l'UEMOA, Coopération suisse

1. Le Conseil des Collectivités Territoriales de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africain (CCT-UEMOA) et la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Coopération Transfrontalière Locale et du Programme Régional d'Appui à la Décentralisation Financière en Afrique de l'Ouest, envisagent le recrutement d'une firme (bureau ou cabinet d'études, agence de communication, ...) ou d'un groupement de firmes chargé de l'élaboration d'une stratégie de communication assortie d'un plan d'action opérationnel.
2. L'objectif global de la mission consiste à élaborer une stratégie de communication interne et externe pour le compte du CCT-UEMOA dans le cadre de la mise en œuvre du PCTL 2 et du PRADEF. Cette stratégie de communication vise une plus grande diffusion de l'information, des activités et des résultats du PCTL et du PRADEF mise en œuvre par le Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA.

De façon spécifique il s'agit de :

- i. définir une vision et des objectifs clairs en matière d'information et de communication à déployer dans la mise en œuvre du PCTL 2 et du PRADEF ;
- ii. identifier les approches et outils appropriés pour faciliter la communication auprès des parties prenantes des programmes PCTL 2 et PRADEF ;
- iii. mobiliser les parties prenantes dans la mise en œuvre du PCTL 2 et du PRADEF ;
- iv. Promouvoir la coopération transfrontalière et le développement local dans l'Espace UEMOA ;
- v. montrer aux parties prenantes la contribution du CCT et de l'UEMOA au renforcement de l'intégration sous régionale et à la fourniture des services publics locaux aux populations.
- vi. Démontrer, à travers une communication appropriée, que les fonds mis à la disposition des programmes sont utilisés efficacement ;
- vii. élaborer un plan de communication budgétisé et axé sur les objectifs stratégiques du PCTL 2 et du PRADEF ainsi que les résultats attendus.
- viii. Le plan de communication doit permettre de : (i) créer régulièrement des contenus pour divers supports (le site web de l'UEMOA et la Coopération suisse, les médias sociaux, le bulletin, etc.) ; (ii) pourvoir l'unité de gestion du PCTL et du PRADEF en outils et supports de communication qui peuvent servir en toutes occasions (ateliers, conférences, comités de pilotage, etc.) ; (iii) donner une visibilité accrue aux résultats obtenus par le PCTL et PRADEF ; iv) participer à la mobilisation des ressources additionnelles pour la mise en œuvre des projets prioritaires identifiés dans les Schémas d'Aménagement Transfrontaliers Intégrés (SATI) v) participer à la gestion et la diffusion des connaissances en interne et en externe, Vi) promouvoir la coopération transfrontalière et le développement local

3. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de trois (03) mois.

4. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, le Président du CCT - UEMOA, invite les firmes ou groupement de firmes à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

5. Les firmes ou groupement de firmes intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en ces prestations en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc...).
6. Le CCT - UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
7. La sélection de la firme ou du groupement de firmes se fera en conformité avec les procédures en vigueur du Programme de Coopération Transfrontalière Locale phase 2 et du Programme Régional d'Appui à la Décentralisation Financière en Afrique de l'Ouest (PRADEF) relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés.
8. Les appréciations porteront notamment sur les critères suivants : l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de l'environnement de l'UEMOA et de la zone de couverture des programmes (PCTL 2 et PRADEF) sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
Expérience générale	40
Expérience spécifique	40
Connaissance de l'environnement de l'UEMOA et de la zone de couverture des programmes	20
<b>Total</b>	<b>100</b>

9. Les firmes de consultants intéressées remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations auprès de l'Unité de Gestion du Programme PCTL/UEMOA, Complexe administratif de l'UEMOA, Ouaga 2000, 5ème étage, Bureau : 531, 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso, Tél. : +226 25 42 51 24

**Aux jours et heures suivants :**

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 15 H 00 mn à 16 H 00 mn.

Les candidats peuvent également avoir les informations en écrivant à l'adresse : [ekondia@uemoa.int](mailto:ekondia@uemoa.int) et en mettant en copies les adresses suivantes : [dsavadogo@uemoa.int](mailto:dsavadogo@uemoa.int) et [bcqtiemore@uemoa.int](mailto:bcqtiemore@uemoa.int)

10. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées à l'Unité de Gestion des Programmes PCTL/PRADEF UEMOA au Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire (DATC) - 5<sup>e</sup> étage bureau 531 - Complexe administratif de l'UEMOA Ouaga 2000 (Ouagadougou – Burkina Faso) - Burkina Faso, 01 BP 543 Ouagadougou 01, Tél. : +226 25 42 51 24 – **au plus tard le 21/11/2022 à 09h00.**

Toute offre parvenue après l'expiration du délai ci-dessus ne sera pas recevable quel que soit le motif évoqué pour justifier le retard. L'ouverture des plis se fera en séance publique le **21/11/2022 à 09h30mn** dans une salle de réunion du DATC de l'UEMOA.

11. L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'une firme ou d'un groupement de firmes chargé de l'élaboration d'une stratégie de communication assortie d'un plan d'action opérationnel pour la mise en œuvre du Programme de Coopération Transfrontalière Locale phase 2 (PCTL 2) et du Programme Régional d'Appui à la Décentralisation Financière (PRADEF) en Afrique de l'ouest** ».

Le Président du CCT – UEMOA,

François Albert AMICHIA

## Nigeria

### Le milliardaire Aliko Dangote ne domine plus la Bourse de Lagos

**Aliko Dangote, le milliardaire nigérian, continue d'influencer le marché financier de son pays. Mais le statut de leader incontestable et incontesté de l'entreprise Dangote Cement qu'il a fondée a été progressivement repris par la filiale locale du groupe sud-africain MTN.**

Dangote Cement, le groupe industriel fondé et présidé par Aliko Dangote, le milliardaire nigérian et homme le plus fortuné d'Afrique, n'est plus la plus importante entreprise cotée sur la Nigerian Stock Exchange (NSE), la Bourse des valeurs mobilières du Nigéria, basée à Lagos. Selon des données du marché consultées par l'Agence Ecofin, la valeur du groupe spécialisé dans les matériaux de construction était de 8,4 milliards \$ à la date du 1er novembre 2022. Un niveau qui est inférieur aux 9,12 milliards \$ de valeur boursière pour la filiale locale du groupe sud-africain de télécommunication MTN Group. L'espace boursier nigérian vit désormais une nouvelle ère, dans laquelle Dangote Cement n'est plus la seule entreprise cotée de grande valeur. Cette évolution des choses a une explication visible. Tandis que la valeur MTN Nigeria a gagné 12,1% au cours des 12 derniers mois, celle de Dangote Cement a reculé de 21,25%. Les performances respec-



tives des deux entreprises semblent avoir influencé le comportement des investisseurs. Sur les quatre derniers trimestres s'achevant à la fin du mois de septembre 2022, le chiffre d'affaires de MTN a atteint 4,4 milliards \$ pour un bénéfice net de 807 millions \$. Ces indicateurs sont sur une tendance haussière sur les quatre années précédentes. Chez Dangote Cement, les ventes ont rapporté seulement 3,5 milliards \$ et la marge nette finale est projetée à la baisse. Pour les quatre derniers trimestres, le bénéfice net global est de 682 millions \$, et il est sur une tendance baissière. MTN Nigeria présente aussi un

meilleur profil de rentabilité, avec un rendement des fonds propres qui est de 164% pour le plus récent, contre seulement 34,3% pour l'ancienne valeur de référence de la NSE. Ce nouveau leadership des entreprises sur le premier marché de la CEDEAO n'est pas prêt de s'inverser sur le court terme. MTN Nigeria possède encore des marges de progression, en raison d'un ratio de cours de l'action sur bénéfice (indicateur de période minimale pour récupérer son investissement) de seulement 11,6x, tandis que le groupe cimentier est déjà à 12,4x.

*Avec Agence Ecofin*

## Afrique

### Berne signe un chèque de 75 M\$ pour les infrastructures durables

**Le Conseil fédéral suisse accorde un financement de 75 millions de dollars au Private Infrastructure Development Group (PIDG). Cette institution financière est très active en Afrique où elle investit dans les infrastructures durables à travers ses sociétés et fonds d'investissement.**

Plusieurs pays en développement bénéficieront d'un financement de 75 millions de dollars de la Confédération suisse. Ce financement est alloué au Private Infrastructure Development Group (PIDG), un groupe qui investit dans les infrastructures durables en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et du Sud-Est. Cette institution financière opère par le biais de sociétés d'investissement à l'instar d'InfraCo Africa. Ces dernières années, l'entreprise basée à Londres au Royaume-Uni a multiplié son investissement dans la production d'énergie solaire à grande échelle au Malawi, en Guinée, au Tchad ou encore au Kenya. InfraCo Africa appuie également l'électrification via les systèmes solaires décentralisés en République démocratique du Congo (RDC), au Rwanda et en Sierra Leone. Toujours dans son portefeuille de projets financés figurent des aménagements hydroélectriques en Sierra Leone,

en Tanzanie, en Zambie ou encore au Mozambique.

#### Des investissements dans les énergies renouvelables

La société dirigée par Gilles Vaes s'est également illustrée ces dernières années par son appui au développement de l'énergie géothermique en Éthiopie, la mobilité écologique en Ouganda et au Kenya, et même le développement de l'agriculture irriguée sur un continent confronté à la sécheresse en partie à l'origine de l'insécurité alimentaire. Le PIDG est également actif en Afrique à travers l'Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF), un fonds d'investissement géré par la société Ninety One et dédié aux infrastructures. Le groupe dispose même de sa propre société de garantie GuarantCo qui a soutenu la construction d'infrastructures de base en Afrique, notamment la centrale solaire photovoltaïque de Kita (50 MWe) au Mali

et celle d'Ambatolampy (40 MWe) à Madagascar. Selon le gouvernement suisse, l'investissement de 75 millions de dollars dans le PIDG est conforme à son engagement avec le secteur privé dans la stratégie de coopération internationale 2021-2024 pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Ce financement «est par ailleurs en phase avec trois critères définis dans cette stratégie, qui vise : à offrir aux populations des pays en développement un accès aux services essentiels, à prendre en considération les intérêts à long terme de la Suisse en matière de protection du climat et les opportunités pour ses entreprises dans le domaine des technologies vertes et à faire valoir la valeur ajoutée de la Suisse, en tant que pôle reconnu de financement durable et innovant pour les ODD dans les pays en développement», indique le Conseil fédéral suisse.

*Avec afrik21*

## Côte d'Ivoire

### Proparco et Ecobank renforcent leur collaboration en faveur des TPME

**A l'occasion de la 3ème édition du Sommet Finance en Commun (FICS), Rémy Rioux, Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD), Proparco et Ecobank Côte d'Ivoire ont procédé à la signature de 2 garanties de portefeuille ARIZ et EURIZ, d'un montant total de 5,5 milliards de FCFA (équivalent 8,4 M€).**

● Vivien ATAKPABEM

Ces garanties permettront à Ecobank Côte d'Ivoire d'accélérer son activité de financement des Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) dans le pays, notamment celles détenues ou dirigées par des femmes dans le cadre de son initiative en faveur de l'entrepreneuriat féminin, « Ellevet ». Ce nouveau partenariat intervient à l'issue du Sommet Finance en Commun (FICS) qui a réuni l'ensemble des banques publiques de développement, du 18 au 20 octobre à Abidjan. Proparco réaffirme ainsi son engagement envers l'entrepreneuriat africain, qui joue un rôle clé dans la création d'emplois et l'accès aux biens et services essentiels sur le continent. Ecobank Côte d'Ivoire est une institution bancaire majeure dans le pays et experte dans le financement des PME. Le Groupe AFD et Ecobank Côte d'Ivoire entretiennent depuis plusieurs années un partenariat important pour le développement du secteur privé ivoirien. La garantie de portefeuille ARIZ avec une couverture à hauteur de 50%, constitue l'un des outils emblématiques du Groupe AFD, particulièrement efficace pour encourager l'investissement et la création d'emplois au sein de PME opérant dans de nombreux secteurs d'activité (agriculture, santé, industrie, microfinance, transport...). La garantie EURIZ, qui bénéficie du soutien de l'Union euro-



péenne et du groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS), permettra à Ecobank Côte d'Ivoire de soutenir les investissements de TPME à fort impact développemental en partageant 70% du risque de crédit. Elle vise spécifiquement les secteurs sociaux, l'agriculture, les investissements à co-bénéfice climat et les entreprises détenues ou dirigées par des femmes, axe fort de la stratégie d'Ecobank notamment à travers son initiative « Ellevet ». C'est en ce sens que Séfora Kodjo, fondatrice de la Fondation SEPHIS qui œuvre pour le leadership féminin, a participé à la cérémonie, en présence de deux entrepreneurs qui bénéficient d'un accompagnement de la Fondation SEPHIS. Ces offres de prêts garantis par Proparco s'inscrivent dans le cadre de l'initiative française Choose Africa, mise en œuvre par le Groupe AFD, et qui a pour objectif d'engager 3,5 milliards d'euros au bénéfice des start-up, TPE et PME africaines sur la période 2018-2022. « L'AFD, à travers sa filiale dédiée au secteur privé Proparco, a toujours travaillé en étroite collaboration avec

les institutions bancaires et notamment Ecobank Côte d'Ivoire afin de soutenir le financement des PME sur le continent. La mise en œuvre de l'initiative Choose Africa vient renforcer notre engagement à répondre de manière plus concrète aux besoins des PME et notamment celles opérant dans des secteurs à fort impact » a déclaré Rémy Rioux, Directeur Général de l'Agence Française de Développement. Pour Paul-Harry Aithnard, Directeur de Ecobank Côte d'Ivoire, Directeur exécutif pour la région UEMOA, « Ecobank Côte d'Ivoire est très fière de ce nouveau partenariat avec Proparco qui consacre une relation de confiance entre les deux institutions. Ce partenariat va permettre d'apporter des financements additionnels aux PME, un maillon essentiel pour le développement de nos économies, la création de richesses et d'emplois. Les PME sont, en effet, l'une des priorités stratégiques de Groupe Ecobank. Il est important que des acteurs internationaux comme Proparco apportent leur contribution pour consolider cette marche vers des économies plus inclusives. »

## CEDEAO

### Vers la construction d'un parc solaire de 150 MWe connecté sur le WAPP

**Les responsables de pays membres de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont validé l'étude de faisabilité pour la construction d'un parc solaire régional de 150 MWe en Gambie. L'installation sera connectée sur le Pool énergétique d'Afrique de l'Ouest (WAPP).**

La construction d'une centrale solaire régionale se précise en Afrique de l'Ouest. L'installation sera construite en Gambie sous la coordination de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeo). Une réunion de validation de l'étude de faisabilité de ce projet régionale a été validée récemment lors d'une réunion organisée par le Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEO) dans la capitale gambienne Banjul. C'était en présence des res-

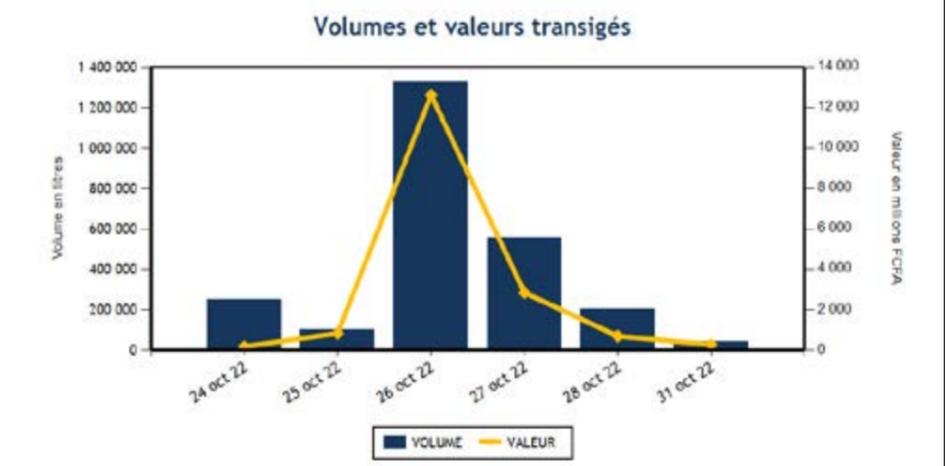
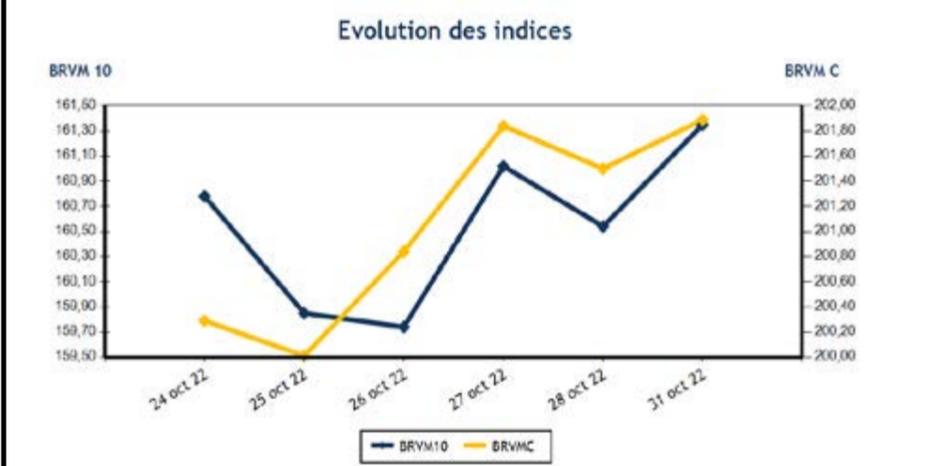


ponsables des compagnies nationales d'électricité des pays membres de l'Organisation pour la mise en valeur du bassin du fleuve Gambie (OMVG), de l'Autorité régionale de régulation de l'électricité de la Cedeo (Erera) et de la Banque mondiale. La centrale sera construite en deux phases

sur un site de 225 hectares identifié depuis 2019 par les autorités gambiennes, à Soma, une ville située au centre de la Gambie, près de la frontière avec le Sénégal. Il s'agit d'un site stratégique puisqu'il est situé près d'une sous-station OMVG de 225/30 kV.

*Avec afrik21*

<b>BRVM 10</b>	<b>161,35</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 209 <b>lundi 31 octobre 2022</b> Site : <a href="http://www.brvm.org">www.brvm.org</a>	<b>BRVM Composite</b>	<b>201,89</b>
Variation Jour	↑ 0,50 %		Variation Jour	↑ 0,19 %
Variation annuelle	↑ 5,11 %		Variation annuelle	↓ -0,19 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 076 965 196 353	0,19 %
Volume échangé (Actions & Droits)	41 882	-79,16 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	266 714 450	-60,68 %
Nombre de titres transigés	28	-26,32 %
Nombre de titres en hausse	9	-40,00 %
Nombre de titres en baisse	8	-33,33 %
Nombre de titres inchangés	11	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 775 692 531 411	0,01 %
Volume échangé	223	-85,13 %
Valeur transigée (FCFA)	2 249 600	-84,33 %
Nombre de titres transigés	2	-83,33 %
Nombre de titres en hausse	1	-75,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	1	-87,50 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	5 420	7,43 %	4,33 %
SICABLE CI (CABC)	1 180	7,27 %	16,26 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 650	3,33 %	16,69 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 400	0,93 %	-12,90 %
SODE CI (SDCC)	5 450	0,46 %	26,89 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 425	-7,49 %	25,49 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 405	-6,64 %	-5,39 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 100	-5,17 %	-45,00 %
BICI CI (BICC)	6 400	-1,54 %	-13,51 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 010	-1,39 %	13,40 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	105,22	-0,12 %	-4,44 %	2 289	2 708 940	27,92
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	462,04	0,03 %	2,94 %	18 363	182 784 350	9,29
BRVM - FINANCES	15	75,20	0,11 %	-2,50 %	16 449	57 831 825	7,19
BRVM - TRANSPORT	2	419,27	0,29 %	-32,61 %	35	60 200	6,72
BRVM - AGRICULTURE	5	305,57	2,03 %	25,59 %	4 085	21 765 540	5,87
BRVM - DISTRIBUTION	7	390,05	0,00 %	-4,27 %	661	1 563 595	28,32
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 203,03	0,00 %	33,56 %	0	0	11,71
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,07	
Taux de rendement moyen du marché	7,30	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,82	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 056 486,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 011 422 328,92	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,69	
Ratio moyen de satisfaction	1,81	
Ratio moyen de tendance	263,23	
Ratio moyen de couverture	37,99	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	6,49	
Nombre de SGI participantes	15	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 BÉNIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle, Cotonou Tél : (229) 21 31 23 26 Fax : (229) 21 31 23 27	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie de Ouagadougou BP 1000 Ouagadougou 01 Tél : (229) 25 30 87 73 Fax : (229) 25 30 87 74	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Palais, 18 Rue Joseph Anoma CI BP 2002 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 51 51 Fax : (229) 20 32 47 77	 GHANA Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Commerce Abidjan, Palais Togo BP 1000 Tél : (229) 20 31 51 51 Fax : (229) 20 32 47 77	 MALI Immeuble SOHANE, AD 2000 Hamdouch B.P. 1200 - Bamako Tél : (229) 44 80 10 10 Fax : (229) 44 80 10 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey, Place de la Liberté BP 10 200 Niamey Tél : (227) 20 13 80 83 Fax : (227) 20 13 80 87	 SÉNÉGAL 7, rue Jean Monnet BP 4000 Dakar - Sénégal Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 08	 TOGO 4881, Boulevard O. GNANZONGBE Ewekpan, BP 2000 Lomé Tél : (228) 22 44 25 16 Fax : (228) 22 44 25 17
--	---	---	---	--	---	---	---

## Crise économique

### L'UE connaît une croissance avant une probable entrée en récession

Plusieurs pays européens, Allemagne en tête, ont publié un PIB en hausse, porté par la consommation privée et le tourisme. Mais cette embellie ne devrait être que passagère.

La croissance européenne semble avoir mieux résisté que prévu au cours de l'été à la crise de l'énergie et la guerre en Ukraine, selon plusieurs chiffres publiés vendredi, même si les risques de récession restent importants. En France et en Espagne, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,2%. Mais la grosse surprise du jour est venue d'Allemagne, où le gouvernement s'attendait à un recul du PIB: l'activité de la première économie européenne a, en fait, progressé de 0,3%. Un chiffre inattendu alors que le pays est l'un des plus touchés par la crise énergétique et l'inflation. Cette dynamique survient alors que l'ensemble des pays européens sont confrontés à des difficultés économiques liées notamment à la guerre en Ukraine. La hausse des prix a atteint un niveau record de 9,9% sur un an en septembre en zone euro, selon la BCE. Cette situation plombe l'industrie, secteur très gourmand en énergie. En Allemagne, premier pays industriel européen, la production a ainsi chuté en août, de 0,8% sur un mois, après avoir stagné en juillet.

#### La consommation privée a permis de limiter la casse

Alors, comment expliquer ces résultats meilleurs que prévu? L'effet post-Covid, qui a entraîné des dépenses exceptionnelles dès le printemps, semble avoir poussé ses derniers feux cet été, en pleine période de vacances. En Allemagne, c'est ainsi «la consommation privée» qui a permis de limiter la



● En Allemagne, le gouvernement s'attendait à un recul du PIB, or il a progressé, alors que le pays est durement frappé par l'inflation. La consommation privée aurait limité la casse. AFP

casse, malgré l'inflation qui atteignait 10% sur un an en septembre, selon l'Institut national de statistique (Destatis). Berlin soutient du reste massivement la demande. Le gouvernement a débloqué, ces derniers mois, plusieurs dizaines de milliards d'euros pour soulager les ménages face à la hausse des prix, via des chèques. Du côté de l'Espagne, la «forte saison touristique» a également permis d'éviter la récession, selon la banque ING.

#### Impact de la hausse des taux d'intérêt de la BCE

Mais cette résilience pourrait être de courte durée. Avec des prix qui s'apprécient à une vitesse inédite depuis le milieu des années 1980, désormais, les ménages français «sentent durement la baisse de leur pouvoir d'achat», affirme Maxime Darmet, expert pour Allianz. En outre, la hausse des taux d'intérêt en zone euro «a un impact croissant sur l'économie», abonde Fritzi Köhler-Geib, présidente de la banque publique d'invest-

tissement en Allemagne. La BCE a relevé, pour la deuxième fois consécutive, ses taux d'une ampleur inédite de 0,75 point jeudi pour lutter contre l'inflation. La présidente de l'institution, Christine Lagarde, a prévenu à cette occasion que la «probabilité d'une récession se profile beaucoup plus à l'horizon» en zone euro. La BCE prévoit une croissance de seulement 0,9% l'an prochain, mais un scénario pessimiste table sur une récession de 1%.

#### Scénario inchangé

En Allemagne, «la croissance surprise du troisième trimestre ne signifie pas que le scénario de la récession a changé», affirme Carsten Brzeski, analyste pour ING. Le gouvernement allemand table d'ailleurs sur une chute de 0,4% du PIB l'an prochain. L'activité économique espagnole devrait de son côté «se contracter au quatrième trimestre», plombée par l'industrie manufacturière, selon ING.

(AFP)

## Amérique du Nord

### Le Canada renforce son emprise sur les minéraux rares

Au cours des deux dernières décennies, la Chine a investi des milliards de dollars au Canada afin de s'assurer un approvisionnement en métaux rares.

Le Canada a annoncé vendredi qu'il modifierait ses réglementations en matière d'investissements afin de rendre l'accès à ses minéraux rares plus difficile pour les entreprises d'État étrangères. Ce changement de position fait suite à une levée de boucliers provoquée par l'attrait grandissant de la Chine pour les minéraux canadiens. Principal producteur mondial de terres rares, Pékin a déjà entrepris des démarches pour s'approvisionner au Canada en dizaines de minéraux tels



que le cobalt, le lithium et le manganèse, qui sont utilisés dans les panneaux solaires, les éoliennes et les batteries de véhicules électriques. Les investissements d'entreprises publiques étrangères dans le secteur des «minéraux critiques» canadiens ne seront

désormais approuvés qu'«à titre exceptionnel», a ainsi déclaré le gouvernement qui a distingué 31 minéraux dits «critiques» car menaçant «la prospérité économique durable du Canada».

(AFP)

## Banque

### Credit Suisse, pilier de la finance, face à son avenir

La deuxième banque helvétique est dans la tourmente depuis plusieurs semaines. Jeudi, son grand patron va présenter son plan stratégique pour redresser la barre.

Le nouveau patron de Credit Suisse, Ulrich Körner, devra convaincre jeudi que son plan stratégique est le bon pour redresser la deuxième banque du pays et faire oublier des années de déboires et de scandales. Les exigences des investisseurs, qui ont vu partir en fumée leur argent avec la chute de l'action, seront élevées et l'environnement économique, celui des taux d'intérêt et de la volatilité des marchés pourrait encore compliquer la tâche. Avec un chiffre d'affaires en 2021 de près de 22,7 milliards de francs suisses (23 milliards d'euros), Credit Suisse est la deuxième banque de Suisse, derrière UBS. Mais contrairement à sa concurrente qui a engrangé un copieux bénéfice net de 7,4 milliards de dollars l'année dernière, Credit Suisse a essuyé une perte de 1,6 milliard de francs.

#### Construction du Gothard

Créée en 1856 par Alfred Escher, le père du chemin de fer en Suisse, la banque alors appelée Schweizerische Kreditanstalt (SKA) est un pilier de la finance helvétique. Elle a financé la construc-

#### Files d'attente

### L'indemnisation des passagers étendue par l'aéroport d'Amsterdam

Depuis le printemps, Schiphol fait face à d'énormes files d'attente à cause du manque de personnel de sécurité. Le problème n'est pas résolu, les voyageurs lésés peuvent encore être indemnisés.

L'aéroport Schiphol d'Amsterdam, un des plus grands aéroports européens, a annoncé, lundi, qu'il étendait l'indemnisation des voyageurs ayant manqué leurs vols en raison des longues files d'attente liées à une pénurie de personnel. Du fait de ce manque de personnel, lié au licenciement de milliers de personnes pendant la pandémie de Covid, les passagers ont dû faire face à d'énormes files d'attente depuis le printemps, sur fond de reprise du trafic. «Le régime d'indemnisation s'applique désormais à la période du 12 août au 31 octobre», a indiqué l'aéroport lundi, alors que le programme courait initialement jusqu'au 11 août. Schiphol a pris cette décision «parce que les files d'attente étaient encore très longues certains jours durant cette période, en raison d'un manque de



tion du tunnel du Gothard, l'essor de grandes entreprises industrielles mais aussi de compagnies d'assurances, dont Swiss Life et le réassureur Swiss Re. La banque zurichoise, implantée à New York dès 1870, est toutefois une banque d'envergure internationale, surtout depuis le rachat de la banque d'investissement américaine First Boston, absorbée en 1990. Présente dans une quarantaine de pays, elle emploie 51'410 personnes au niveau mondial.

#### Une banque systémique

Credit Suisse fait partie des 30 banques au niveau mondial considérées comme trop grosses pour les laisser faire faillite, ce qui leur impose de mettre davantage de liquidités de côté pour tenir le choc en cas de crise, même grave.

(AFP)



personnel de sécurité». Les passagers ont jusqu'au 30 novembre pour soumettre leurs demandes d'indemnisation.

#### Cent millions investis pour engager du personnel

«Schiphol se sent responsable» des voyageurs, a souligné l'aéroport, qui avait accueilli 72 millions de passagers en 2019, avant le début de la pandémie de

Fin juin, son ratio de fonds propres durs (CET1) se montait à 13,5%, soit légèrement moins que HSBC Holdings mais davantage que BNP Paribas, les deux plus grandes banques d'Europe pour lesquelles les exigences réglementaires sont encore plus élevées. Les spécialistes de la finance battent donc en brèche les rumeurs de «moment Lehman Brothers», en référence à la faillite de la banque américaine en 2008, qui se sont répandues début octobre. «La banque va traverser des moments difficiles», a estimé Carlo Lombardini, avocat et professeur de droit bancaire à l'université de Lausanne, lors d'un entretien avec l'AFP, mais «pas à cause d'un risque de solvabilité ou de liquidités»

(AFP)

Covid. Il a expliqué investir environ 100 millions d'euros dans des mesures visant à résoudre le problème de pénurie de personnel, notamment de sécurité. En septembre, il a été annoncé que la réduction du nombre maximal de voyageurs pouvant décoller de Schiphol, en vigueur depuis plusieurs mois, serait maintenue jusqu'à fin mars.

(AFP)

# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	<a href="https://gitex.com/">https://gitex.com/</a>
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	<a href="https://www.cosmetic-360.com/">https://www.cosmetic-360.com/</a>
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Ethiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Ce sera le moment d'établir un vaste programme d'économies. Maintenant que vous êtes libéré de l'influence néfaste de Neptune, vous pourrez beaucoup plus facilement renoncer aux dépenses inutiles. Résultat : les fins de mois ne tourneront plus systématiquement au cauchemar.

**Taureau** Il serait vain de compter sur une rentrée d'argent inattendue aujourd'hui. Mais cela ne vous empêchera pas de penser à consommer malin sans mettre à mal votre porte-monnaie. Plus que jamais il sera nécessaire de mettre du savoir-faire et de la vigilance dans sa consommation.

**Gémeaux** Avec l'appui du Soleil, votre équilibre budgétaire devrait être assez solide. Mais attention tout de même à Neptune mal aspecté, qui pourra vous brouiller les idées ou vous rendre trop confiant et trop optimiste. Si vous avez des décisions financières importantes à prendre, qu'ils s'agisse d'achats ou de placements, renseignez-vous avant de faire un choix, et méfiez-vous des rumeurs sans fondement.

**Cancer** Ne prenez pas en charge les problèmes financiers d'autrui. Pensez plutôt à gérer votre patrimoine avec rigueur et vigilance. Evitez de conclure des transactions financières ou commerciales ce jour ; le bilan serait décevant, sinon catastrophique.

**Lion** Le secteur financier sera assez bien protégé. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une rentrée d'argent provenant d'un placement. Le Soleil en aspect harmonique pourrait aussi vous donner de bonnes idées pour améliorer vos ressources. Un bémol cependant : Uranus risque de vous rendre très dépensier ou de vous entraîner dans des investissements aventureux. Evitez de céder à ces tentations, sous peine de voir la chance se retourner contre vous.

**Vierge** Il est hautement recommandé que vous traciez une stricte ligne de conduite en matière de finances, surtout en ce moment où les tentations de dépense sont multiples et extrêmement fortes. Si vous ne faites pas preuve de prudence, vous aurez bientôt des problèmes inextricables sur le bras.

**Balance** Excellentes perspectives matérielles. N'hésitez pas à innover, à sortir des sentiers battus. Vos idées vaudront de l'or. En matière de placements, misez aussi sur la nouveauté.

**Scorpion** Vos craintes concernant les ressources matérielles seront ravivées. Pourtant, ce n'est pas en vous lançant dans des placements à haut risque que vous vous mettez à l'abri. Ne pensez pas à un avenir trop lointain.

**Sagittaire** Méfiez-vous des décisions rapides sur le plan financier : vous pourriez être déçu des résultats. Soyez moins impatient ; sachez que le temps joue en votre faveur en ce moment. Prenez le temps de réfléchir.

**Capricorne** Le secteur d'argent sera dans l'ensemble assez stable. Saturne, planète de restriction, ne vous permettra malheureusement pas d'espérer des coups de chance inattendus. Mais comme il sera assez neutre, il ne vous vaudra en principe pas de problèmes.

**Verseau** Les secteurs de votre thème liés à l'argent ne seront influencés par aucune planète aujourd'hui. Votre équilibre financier ne devrait donc subir aucun changement. Ceux d'entre vous qui ont connu dernièrement quelques inquiétudes liées à des choix reposant sur des bases trop floues pourront cette fois y voir plus clair et prendre les bonnes décisions.

**Poissons** Vos économies risquent de fondre comme neige au soleil si vous cédez à vos impulsions amplifiées par Pluton. N'oubliez pas que l'épargne reste toujours d'actualité par les temps qui courent.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/13/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Nicole ESSO  
Junior AREDOLA  
Vivien ATAKPABEM  
Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

## La Commission

Département de l'Agriculture, des Ressources  
en Eau et de l'Environnement

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°007/2022/AMI/DDA/DAREN/UEMOA  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDES EN VUE DE LA RÉALISATION  
D'UNE ÉTUDE POUR L'ETABLISSEMENT D'UN ETAT DES LIEUX DES  
REFLEXIONS, DES CONCEPTS ET PRATIQUES ECOLOGIQUES DANS LES  
SYSTEMES ACTUELS DE PRODUCTION AGRICOLE**

1. Dans le cadre de l'opérationnalisation de l'axe relatif à l'adaptation des systèmes de production agricole, la Commission de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a fait le choix de l'approche filière comme démarche de mise en œuvre de la Politique Agricole de l'Union (PAU). A cet effet, cinq (05) filières agricoles prioritaires (riz, maïs, coton, bétail-viande et aviculture) ont été identifiées pour être promues prioritairement. Le Schéma directeur adopté par le Règlement N°006/2007/CM/UEMOA du 06 avril 2007 s'y consacre et définit les leviers à activer pour améliorer les performances de ces filières. Ainsi, en plus des enjeux liés au renforcement institutionnel des acteurs des filières et des capacités de stockage des produits agricoles bruts et transformés, il est retenu l'amélioration des conditions durables de viabilité économique et écologique des filières.

En effet, les changements climatiques et l'accélération de la dégradation des ressources écologiques de base constituent une menace pour la compétitivité des filières agricoles et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans l'espace UEMOA. Selon des prévisions récentes du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), si rien n'est fait, l'on assistera à une baisse sensible de la productivité, de l'ordre de 20 à 50% pour les zones sahéliennes, et de 5 à 20% pour les zones subhumides, à l'horizon 2050.

Les impacts négatifs de l'évolution du climat sur l'agriculture sont multiples. Les agricultures familiales subissent aussi d'autres mutations de leur environnement : dégradation des sols, déforestation et érosion de la biodiversité, insertion à l'économie de marché, la baisse des rendements (végétaux et animaux), l'impossibilité de faire jouer les mécanismes traditionnels de gestion du risque et la très grande incertitude fragilisent les systèmes et induisent des stratégies de court terme qui sont souvent dommageables à l'environnement, voire à la durabilité économique des exploitations.

Pourtant, il est possible d'accompagner la compétitivité des filières identifiées sur des bases durables de production, de transformation et de commercialisation. Cet accompagnement peut se traduire par des mesures incitatives, des innovations et des technologies et autres actions d'adaptation aux dérèglements du climat. Contrairement aux méthodes contraignantes développées jusque-là, c'est-à-dire l'adoption de lois et de règlements sur la protection de l'environnement, les émissions polluantes, la santé humaine et l'utilisation des terres, entre autres, il pourrait être privilégié des mesures qui récompensent les bonnes pratiques de gestion et de préservation de l'environnement et des bases de production (terre, ressources en eau, etc.) à travers notamment la facilité de l'accès à des marchés plus rémunérateurs, à des financements et autres facilités de production, de commercialisation et de transformation.

La présente étude s'inscrit dans ce cadre. Elle vise en effet, à identifier les voies de promotion d'une transition écologique dans l'espace UEMOA pour le développement de systèmes agricoles résilients sur un plan économique, et fondés sur des modes de production respectueux de l'environnement. Cet objectif constitue un enjeu essentiel pour la Commission de l'UEMOA, notamment dans le cadre de la mise œuvre de l'action phare « Promotion d'une Agriculture Durable » de son Cadre d'Actions Prioritaires (CAP) 2021-2025. L'objectif final attendu est la promotion d'initiatives accompagnant l'installation de projets agricoles durables.

2. L'objectif global de l'étude est d'établir l'état des lieux des réflexions, des concepts et pratiques écologiques dans les systèmes actuels de production agricole en vue de proposer une stratégie et un plan d'actions de transition écologique dans l'Agriculture de l'espace UEMOA.
3. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de soixante-quinze (75) jours.

4. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, le Commissaire chargé du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement, invite les Cabinets d'Etudes ou Groupements de Cabinets d'études à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.
5. Les Cabinets d'Etudes ou groupements de Cabinets d'Etudes intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises dans ces prestations, en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, moyens matériels, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des compétences nécessaires, etc.).
6. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
7. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base de la pondération ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3 - « Connaissance de la région (pays de l'UEMOA) »	10
<b>Total des points</b>	<b>100</b>

8. Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- **Bonfils Yao KOKO** - Tél. : +226 25 42 51 72,  
Email : [bykoko@uemoa.int](mailto:bykoko@uemoa.int)
- **Goumbo THIAM** - Tél. : +226 25 42 51 64  
Email : [gthiam@uemoa.int](mailto:gthiam@uemoa.int)

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30 mn

9. Les manifestations d'intérêts rédigées en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires (un original et deux (02) copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard le ~~04 NOV 2022~~ à 9 heures 30 mn précises heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures 30 mn au 2<sup>ème</sup> étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000 dans la salle de réunion du DAREN.

10. L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un cabinet d'Etudes en vue de la réalisation d'une étude pour l'établissement d'un état des lieux des réflexions, des concepts et pratiques écologiques dans les systèmes actuels de production agricole ».

Commissaire chargé du Département de l'Agriculture,  
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Kako NUBUKPO

## Promotion des investissements

## Le salon FERIN Village bat son plein à Lomé

La 4<sup>e</sup> édition du Salon de Facilitation, des Echanges et de Revalorisation des Investissements (Salon FERIN) a démarré, avec les activités du FERIN Village, qui est un cadre de découvertes, d'opportunités et de réseautage, suivant un programme élaboré, pour promouvoir les différents acteurs économiques. Pour mieux accompagner les demandeurs d'emploi et les primo entrepreneurs, l'ANPE va procéder à la délivrance des cartes de demandeurs d'emploi sur le site. Il est aussi prévu des entretiens d'embauche, des partages d'expériences, etc.

Le Salon de Facilitation, des Echanges et de Revalorisation des Investissements (Salon FERIN) est une initiative de l'association Terreau Fertile, une organisation apolitique et à but non lucratif, née du désir et de l'engagement d'un groupe de jeunes dynamiques togolais. Des jeunes ayant pour leitmotiv l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers la promotion de l'investissement socio-économique et culturel et des actions caritatives à l'endroit des couches économiquement faibles. Cette 4<sup>e</sup> édition, prévue du 1<sup>er</sup> au 5 novembre prochain, est placée sous le thème : « Investir dans l'Afrique de demain ». Elle se propose de stimuler l'affermissement des politiques africaines en matière d'investissement dans les PME et PMI, de renforcement du pouvoir économique des femmes et de protection de l'environnement. La manifestation est structurée en deux phases : FERIN Village et Salon FERIN. Le FERIN Village qui s'anime, depuis hier, est un concept nouveau. Il se propose d'offrir trois journées dans un cadre solennel que le Salon FERIN. Selon le secrétaire général de l'association Terreau Fertile, Dr Ateitchatou Paly, ce cadre permettra de mettre en œuvre un certain nombre d'activités au bénéfice des participants. Il s'agit, essentiellement, des journées de l'entrepreneur et de l'emploi. La journée de l'entrepreneur va être consacrée à la promotion de l'entrepre-



neur, à des formations et coaching sur des concepts clés, pour créer des champions à l'échelle nationale et continentale. La journée de l'emploi, quant à elle, mettra en contact un certain nombre d'entreprises et d'institutions avec des jeunes demandeurs d'emplois qui pourront, à la fin, décrocher des stages et des premiers emplois. Il sera, également, question des procédures d'obtention du titre foncier, de montage de dossiers de demande de crédit, de partage d'expériences et de bonnes pratiques sur des thématiques spécifiques, de dédicace de livres, de vente aux enchères, de jeux concours, de défilé de mode, des activités ludiques, de découverte de produits et services, a souligné Dr Paly. Pour lui, la durée première du salon ne permettait pas aux exposants d'avoir le temps nécessaire de mieux faire connaître leurs biens et services. L'idée, aujourd'hui, dit-il, est de leur offrir une plage d'une durée plus longue, leur permettant d'exposer leurs produits. En effet, le FERIN Village met en contact direct les demandeurs d'emploi avec des agences telle que l'ANPE, qui va délivrer des cartes de demandeurs d'emploi. Côté entrepreneuriat, le FERIN Vil-

lage permet d'avoir plus de temps pour des rencontres B to B. Le FERIN village regorge des stands. Au milieu, il y a un hangar qui abrite un certain nombre d'activités.

## Des panels, conférences et ateliers sont au menu

L'autre phase de ce grand rendez-vous est le Salon FERIN. Dans cette partie, comme à l'accoutumée, le format d'échanges, de réflexions et de travaux revient avec les panels, les conférences, les discours et les ateliers. Plusieurs sujets d'actualité seront abordés, notamment : « Intégration économique avec la mise en place de la ZLECAF », « Sécurité alimentaire et Agrobusiness/Agriculture », « Economie bleue », « Contribution de la diaspora aux investissements en Afrique », « Questions de genre et d'inclusion sociale », « Emploi et entrepreneuriat », « Changement climatique » et « Vie chère ». Le concours « T-Fertile », cette année, va primer deux meilleurs projets entrepreneuriaux avec une cagnotte de 5 millions de FCFA, en termes d'accompagnement numérique et technique.

Avec Togo-Presse

## Ghana

## 1 200 "voitures togolaises" interceptées à Accra

L'Autorité fiscale du Ghana (GRA) a annoncé qu'environ 1 200 "voitures togolaises" ont été interceptées, dans la région du Grand Accra, au cours des deux dernières années.

Selon les médias médias locaux, ces voitures sont initialement entrées légitimement dans le pays mais sont devenues illégales après avoir épuisé leur séjour en falsifiant des documents pour mériter un statut légal et échapper ainsi aux taxes à l'importation. Le commissaire des douanes, Seidu Iddrisu Iddisah, a déclaré à B&FT que la Division saisit en moyenne 50 voitures chaque mois dans les régions sensibles – y compris les régions du Grand Accra, d'Ashanti, de l'Ouest et du Nord. Le fléau aurait donc entraîné une perte de revenus estimée à 30 millions de dollars amé-



ricains au cours des deux dernières années depuis 2020. L'autorité souligne que la pratique résulte de l'abus de l'importation légale temporaire de véhicules, capturée dans le cadre des protocoles de la CEDEAO pour permettre une circulation aisée

des biens et des personnes entre les États membres. Notons que le traité autorise un maximum de 90 jours pour que ces voitures restent dans le pays visiteur après qu'une raison tangible soit donnée.

Avec icilome.com

## OM

## Igor Tudor n'est pas menacé, mais...

L'OM a encore été défait ce mardi soir. Les Olympiens en sont à cinq défaites et un match nul sur les sept dernières rencontres, toutes compétitions confondues. Igor Tudor n'est pas encore menacé, mais plusieurs choses atteignent l'effectif.

Ce mardi soir, après la défaite dans les ultimes minutes contre Tottenham (1-2), privant l'Olympique de Marseille de Ligue des Champions et de Ligue Europa, ainsi que des revenus substantiels, c'était la soupe à la grimace. Igor Tudor a expédié sa conférence de presse, domaine dans lequel il n'est pas très à l'aise, tandis que Mattéo Guendouzi et Amine Harit étaient dégoûtés, en zone mixte, concernant l'imbroglio de la fin de match. Mais force est de constater que l'OM a fini quatrième de son groupe et qu'il est distancé de six points en Ligue 1 par Lens, dauphin du Paris SG. Tout cela avant de rencontrer l'Olympique Lyonnais ce dimanche à l'Orange Vélodrome, dans une atmosphère volcanique. C'était cette même atmosphère ce mardi soir jusqu'à cette fameuse 95<sup>e</sup> minute.



● Igor Tudor lors d'OM-Tottenham ©Maxppp

## la bonne énergie

Alors oui, peut-être qu'Igor Tudor s'est trompé dans beaucoup de choix, mais c'est surtout dans son attitude qu'il y a eu quelques problèmes. Il a d'abord une première fois pris à parti son préparateur physique, avant de s'en prendre à Valentin Rongier juste avant le coup-franc qui amène l'égalisation de Clément Lenglet, dans la zone de Rongier. Tout au long du match, le Croate a été assez véhément et n'a pas forcément diffusé la bonne énergie ni à Jonathan Clauss, fanto-

matique, ni à Nuno Tavares, les deux pistons marseillais. Forcément, cet état de nerfs était lié à la lutte acharnée de la soirée, mais peut-être aussi aux résultats décevants, un euphémisme, de l'OM ces derniers temps. Les Marseillais sont sur une série de cinq défaites et un nul toutes compétitions confondues. Une épine dans le pied avant d'affronter Lyon, puis Monaco avant la trêve liée à la Coupe du Monde.

Avec footmercato.net

## Tudor n'a pas diffusé

## Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020		Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
				Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



## AVIS DE RECRUTEMENT

### DIRECTEUR GENERAL FILIALE AFRIK CREANCES

#### PAYS [Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo]

Dans la perspective de son développement en Afrique, **AFRIK CREANCES**, une nouvelle **Institution Financière Régionale**, spécialisée dans le domaine de **l'intermédiation en opérations bancaires et non bancaires** et dont le **siège social régional est sis à Lomé (Togo)**, a démarré le processus d'ouverture de ses premières filiales, **au Togo, en Côte d'Ivoire et au Sénégal**.

Dans le cadre de l'opérationnalisation desdites filiales, AFRIK CREANCES lance le présent avis de recrutement aux fins de la recherche des profils compétents pour occuper le poste de **Directeur Général** au sein de ses filiales dans les pays d'implantation.

#### Description du poste

En tant que premier responsable de l'institution, vous dirigez la filiale « AFRIK CREANCES » d'un pays en vue d'assurer la planification et le pilotage des activités dans toutes leurs dimensions et d'affirmer le positionnement de l'Institution sur le marché du pays concerné.

Vos principales missions sont, sans que la liste ne soit exhaustive :

- Elaborer annuellement, une stratégie de développement de la filiale et une cartographie du marché cible en concert avec l'équipe filiale et faire approuver par la maison mère ;
- Garantir le développement de la Filiale dans le pays concerné (Planification, pilotage, gestion budgétaire et financière, marketing, Intermédiation, facilitation de l'accès au crédit, recouvrement, gestion des risques opérationnels, juridiques, fiscaux et conformité, etc.) ;
- Proposer, faire approuver et exécuter le budget de la filiale ;
- Assurer l'adhésion de l'équipe à la stratégie commerciale à travers une communication efficace et efficiente ;
- Identifier les opportunités à fort potentiel de croissance en lien avec l'objet de l'Institution notamment dans le domaine de l'intermédiation, du recouvrement de créances, la facilitation de l'accès au crédit et au financement (courtage en crédit), la mobilisation de ressources, la représentation d'enseignes, la digitalisation, etc. ;
- Définir les offres financières, techniques et juridiques en collaboration avec les équipes de la maison-mère ;
- Assurer la promotion et le suivi des opportunités et y apporter le support requis ;
- Assurer le respect de l'ensemble des politiques et des procédures de la maison-mère notamment la politique de lutte contre le blanchiment d'argent, le code d'éthique des affaires, la politique de gestion des opérations, etc. ;
- S'assurer de la transmission effective, et à bonne date, des rapports à envoyer aux Autorités notamment la BCEAO et le Ministère en charge de l'Economie et des Finances du pays d'implantation de la filiale ;
- Représenter Afrik Créances dans certains Conseils d'Administration ;
- Participer aux négociations avec l'ensemble des partenaires stratégiques ;
- Encadrer, développer et évaluer les compétences d'une équipe en croissance en lui assignant des objectifs aux fins de la réalisation du budget et des performances attendues ;
- Assurer une qualité de services avec pour objectif zéro plainte,
- Appuyer la maison-mère sur le développement de ses activités dans le pays d'implantation de la filiale ;
- Développer toutes initiatives de maîtrise des coûts ;
- Prendre en charge toutes activités jugées utiles par la maison-mère.

#### Profil recherché

- Être titulaire d'un diplôme de grande école de commerce ou de management ou d'Ingénieur avec une spécialisation en finance (Ingénierie financière, investissement, gestion, gestion d'entreprise, ...), ou équivalent universitaire ;
- Avoir au moins 8 années d'expérience dans le secteur bancaire ou financier ou dans des fonctions à connotation financière ou stratégique, en liaison avec le monde des Entreprises, de la Banque et de la finance ;
- Avoir une bonne connaissance de la réglementation bancaire et une maîtrise des problématiques de l'exploitation commerciale (Etats, Etablissements de crédit, Organismes financiers, Particuliers, Entreprises notamment les PME/PMI, gestion de réseau, etc.) et une parfaite sensibilité aux questions de gestion de risque et de conformité ;
- Avoir une très bonne connaissance du tissu économique africain ;
- Avoir des capacités avérées en négociation et démontrer une curiosité naturelle pour les enjeux économiques et financiers du continent ;
- Faire preuve d'une grande autonomie et d'une réelle force de proposition ;
- Être dotée d'une aisance remarquable en communication, analyse et synthèse et en management d'équipes pluridisciplinaires ;
- Un leadership avéré, une excellente capacité en organisation et méthode et la maîtrise de l'outil informatique sont des compétences incontournables pour le poste à pourvoir.

En outre, votre dynamisme, votre engagement, votre esprit entrepreneurial ainsi que votre capacité à parler couramment les langues française et anglaise seront des qualités indispensables.

#### Rémunération et avantages :

La rémunération et les avantages conférés au poste seront déterminés sur la base du dossier du candidat.

#### Dossier à fournir :

- Une lettre de motivation mentionnant le pays choisi pour le poste ;
- Un curriculum vitae faisant état de l'expérience professionnelle du candidat ;
- Photocopie des diplômes et attestations ;
- Une photo en pied.

Les dossiers de candidature sont attendus au plus tard le **18 novembre 2022** à l'adresse électronique ci-après : **recruit@afrikcreances.com**

**N.B :** Le dossier de candidature doit porter le nom du pays de provenance dans sa dénomination.